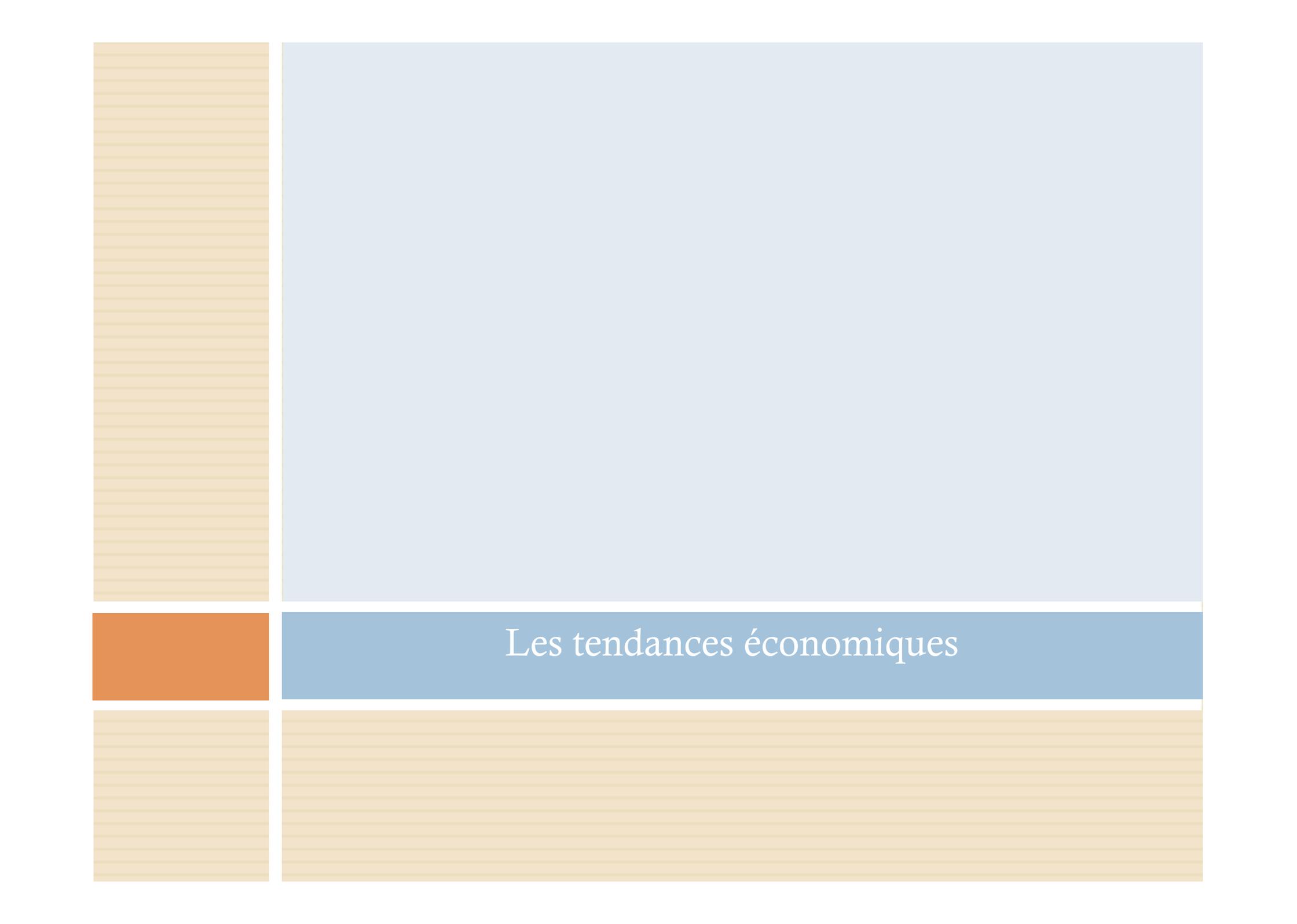


LES ETATS-UNIS  
ET  
L'INVESTISSEMENT DIRECT

CHRISTIAN DEBLOCK ET  
GILBERT GAGNÉ

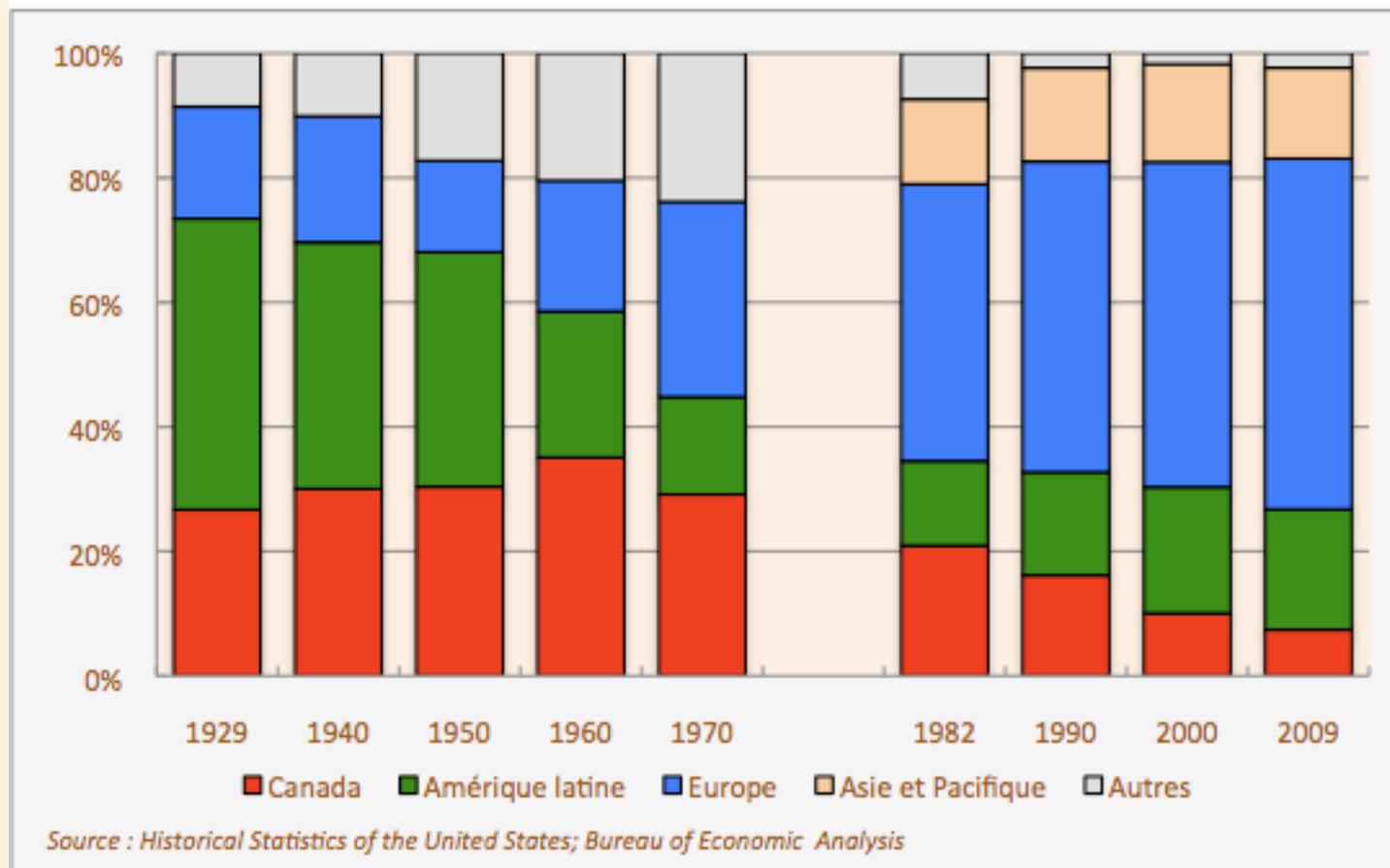
Atelier 26 novembre 2010



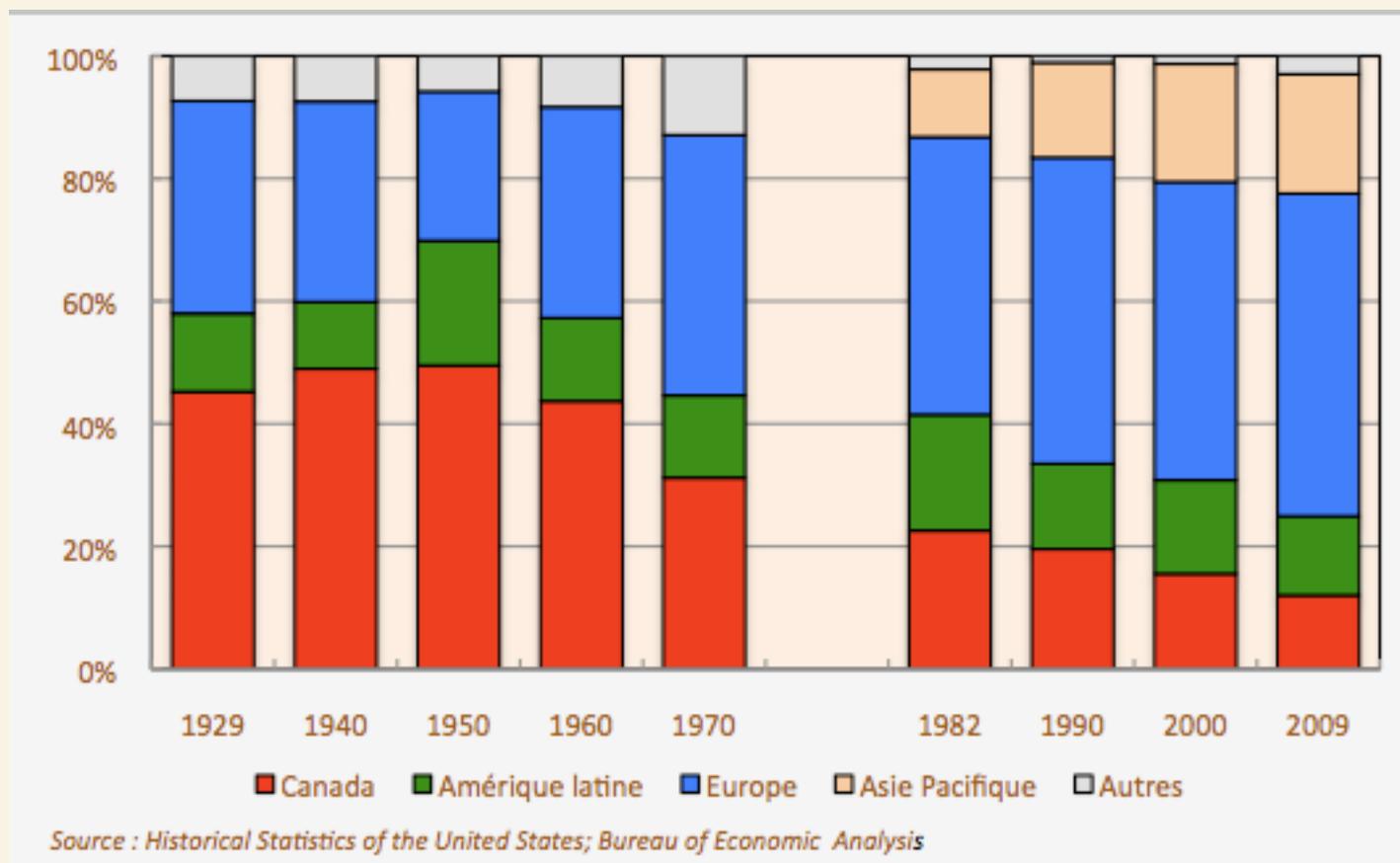
# Les tendances économiques

Périodes	Investissements étrangers		Investissements à l'étranger	
Avant 1914  <b>Tension entre ouverture et indépendance économique</b>	Europe – GB	Portefeuille : Transport (fer) et mines Direct : immobilier, finance Entrepreneurs US	Europe – Asie Canada - Caraïbes	* Comptoirs et bureaux de vente * Investissements directs : mines, plantations, transport
Entre-deux Guerres	Recul massif		Canada – Amérique latine	Éviction des capitaux européens
Guerre				Métaux, mines, caoutchouc, pétrole
Après-Guerre	Ouverture, sauf nucléaire et aviation		Plan Marshall et aide au développement Europe, Canada Asie Alliance pour le progrès: Am. lat.	Rapport Paley (1952) Ressources naturelles Protection des IDE dans les pays en dév.
Années 1970 : tournant	Europe	Manufacturier et services	Europe et Asie	
Années 1980	Japon	Services et finance	Amérique latine et Asie	Banques et services
Années 1990-2000			Asie - Chine	Délocalisation (maquilas) et externalisation

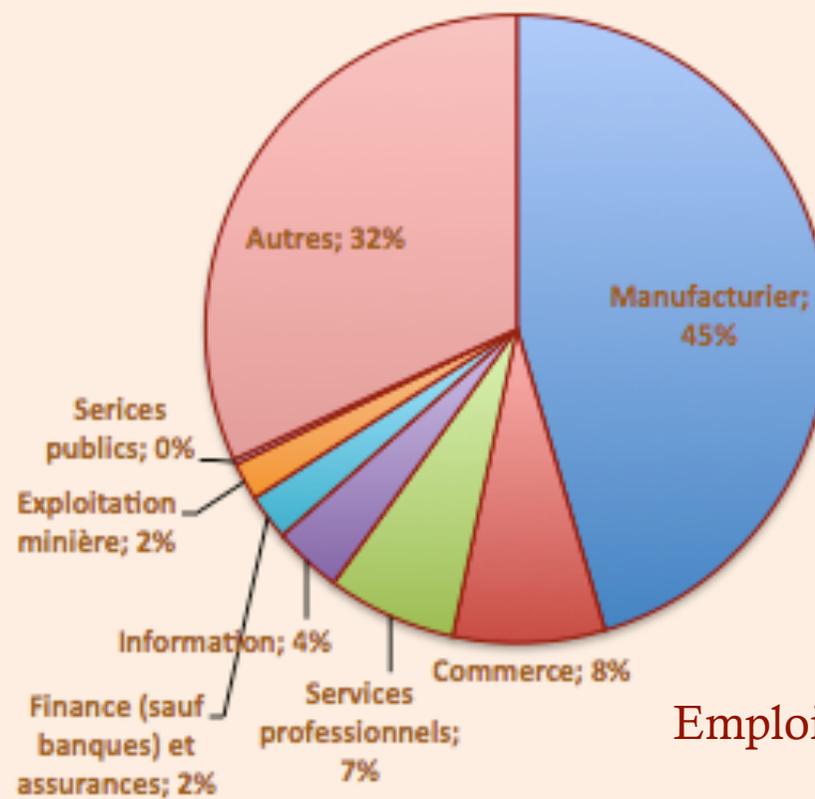
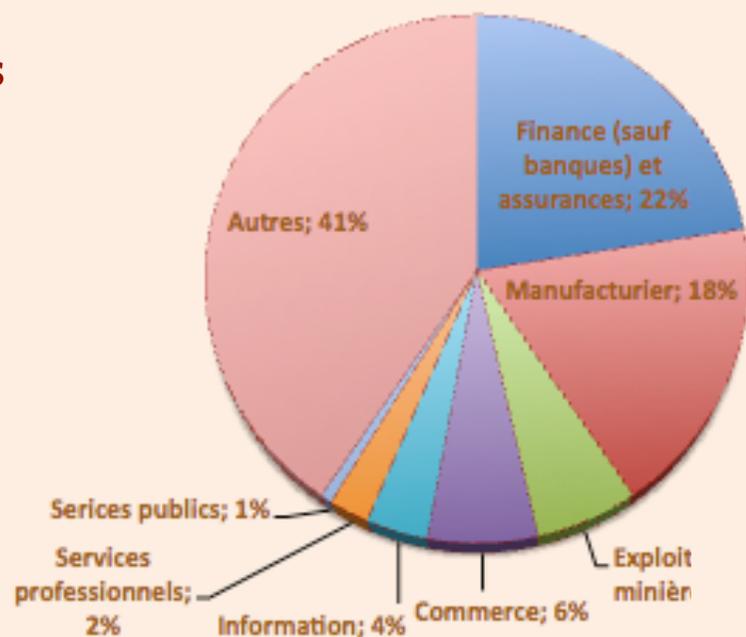
# Répartition géographique des IDE, total



# Répartition géographique des IDE, manufacturier

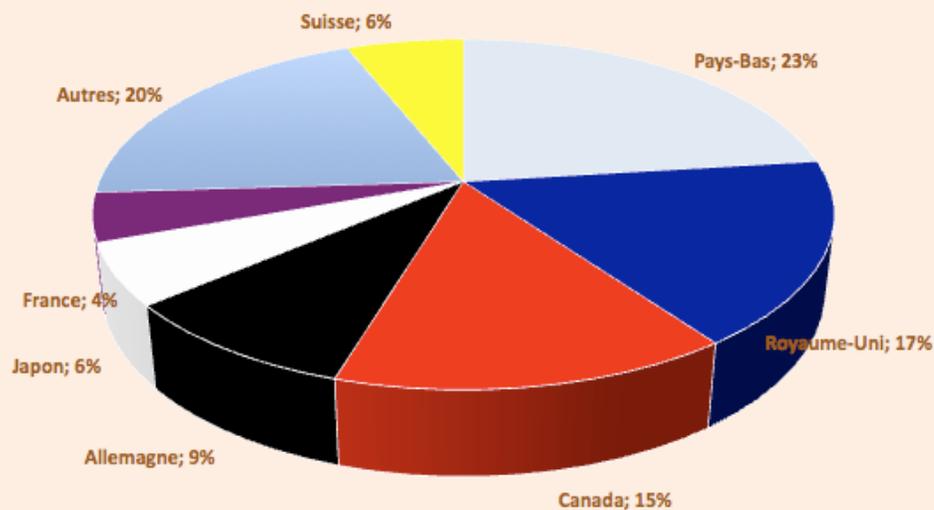


## Actifs



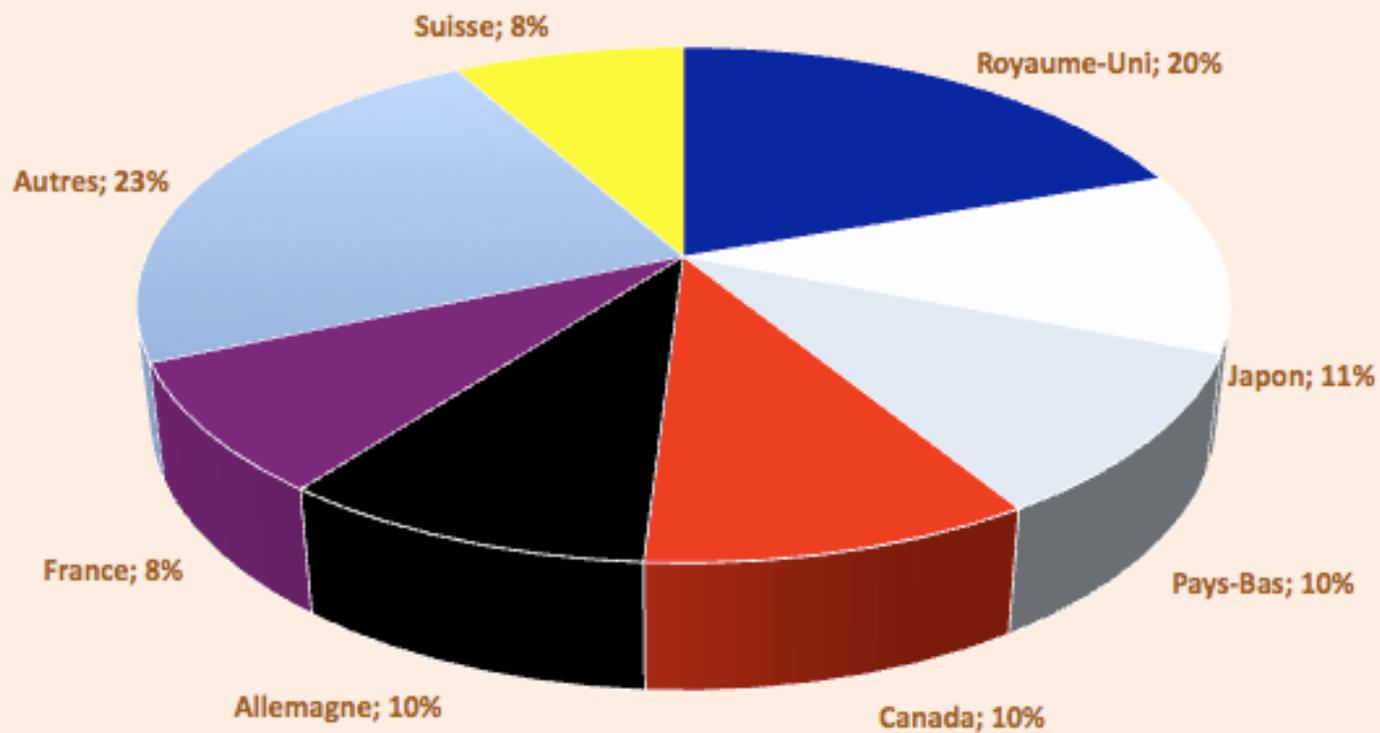
## Emplois

# Principaux investisseurs aux États-Unis

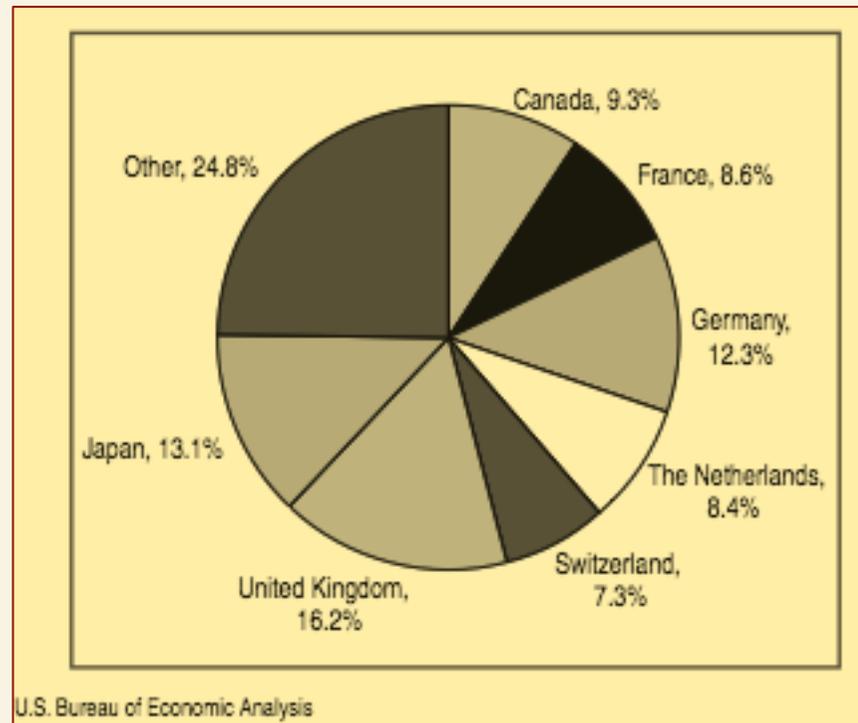


1980

2009

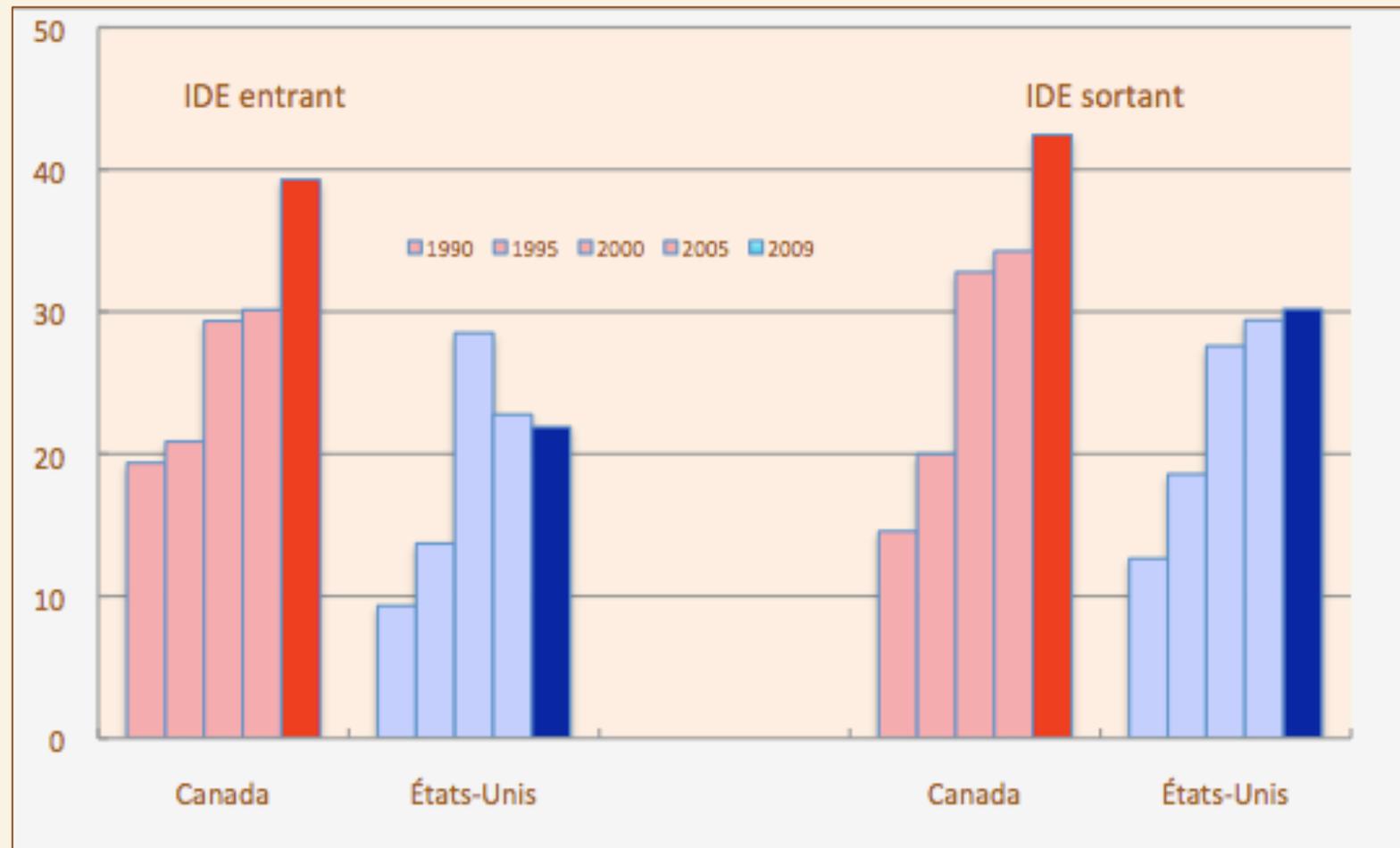


# Répartition de la valeur ajoutée



# Les tendances récentes : la globalisation

# Le stock d'IDE en % du PIB



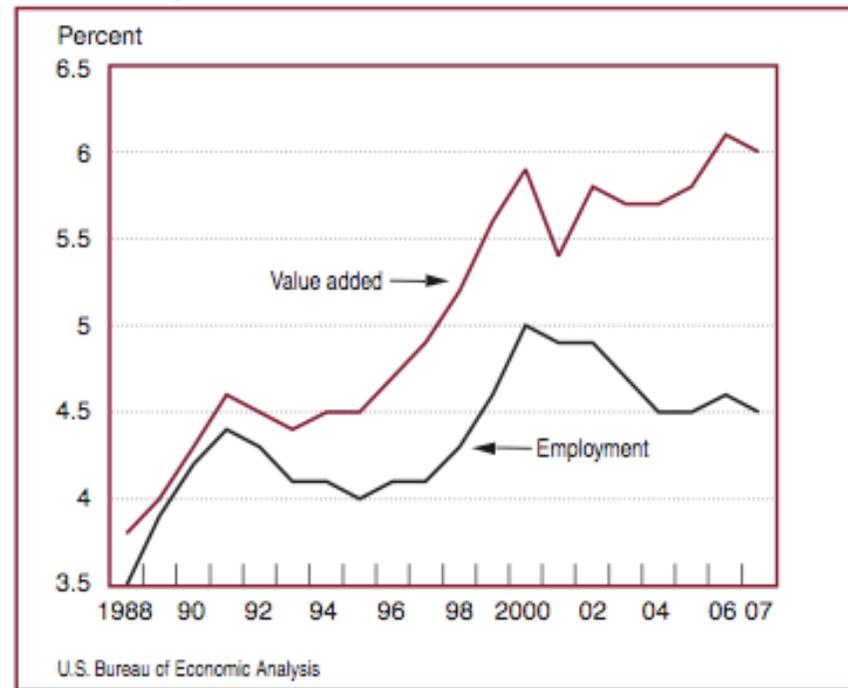
## Le commerce lié aux multinationales américaines (FMN-US) et aux filiales américaines de sociétés étrangères (FUS-ET)

(%)	1987	1990	1994	2000	2008
<b>Part dans le commerce total des États-Unis</b>					
<i>Exportations</i>					
FMN-US	65,4	57,3	67,2	57,4	46,3
FUS-ET	15,6	20,2	20,9	19,3	18,1
Total	81,0	77,4	88,1	76,7	64,3
<i>dont commerce intra-firme</i>					
FMN-US	26,1	22,9	26,6	23,4	17,7
FUS-ET	7,4	9,5	9,7	8,3	9,1
Total	33,5	32,4	36,3	31,7	26,7
<i>Importations</i>					
FMN-US	37,3	38,7	38,7	36,6	36,5
FUS-ET	32,9	34,5	32,3	29,1	26,9
Total	70,1	73,1	71,1	65,7	63,5
<i>dont commerce intra-firme</i>					
FMN-US	14,9	16,2	17,1	15,7	13,1
FUS-ET	25,1	26,6	25,0	21,9	21,5
Total	40,0	42,8	42,1	37,6	34,6
<b>Part du commerce intra dans le commerce total des groupes</b>					
<i>Exportations</i>					
FMN-US	39,9	40,0	39,5	40,7	38,2
FUS-ET	47,3	46,8	46,6	42,9	50,2
<i>Importations</i>					
FMN-US	40,0	41,9	44,2	42,9	35,9
FUS-ET	76,5	77,1	77,4	75,3	79,7

Source : Bureau of Economic Analysis

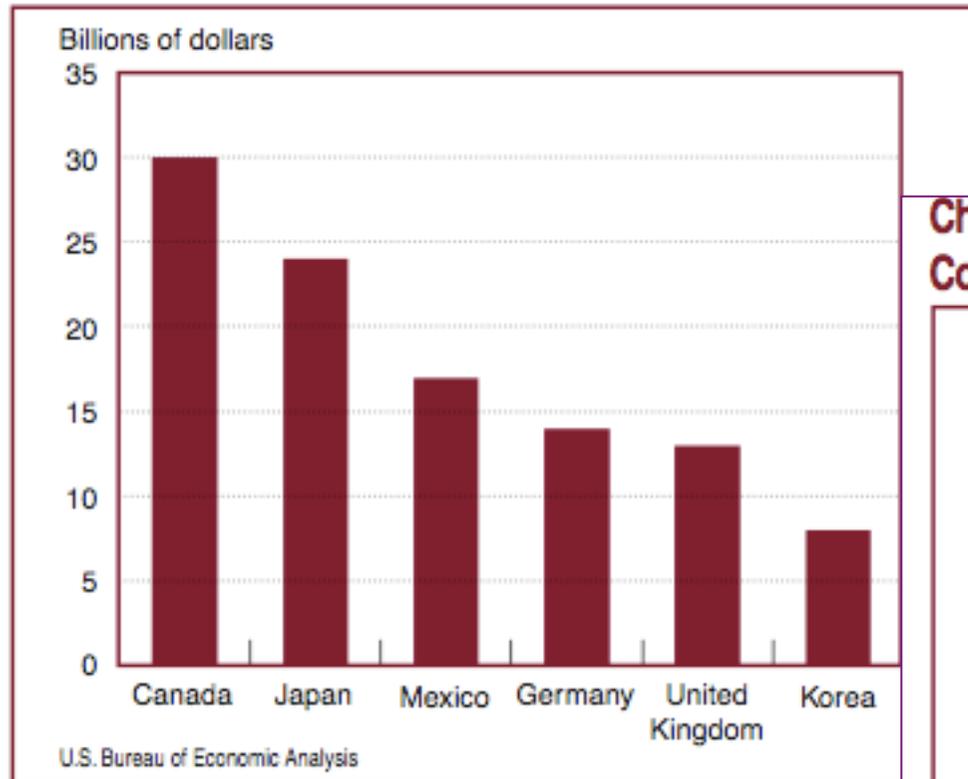
# Les entreprises étrangères aux États-Unis

**Chart 1. Majority-Owned Nonbank U.S. Affiliate Share of U.S. Value Added and Employment in Private Industries, 1988–2007**

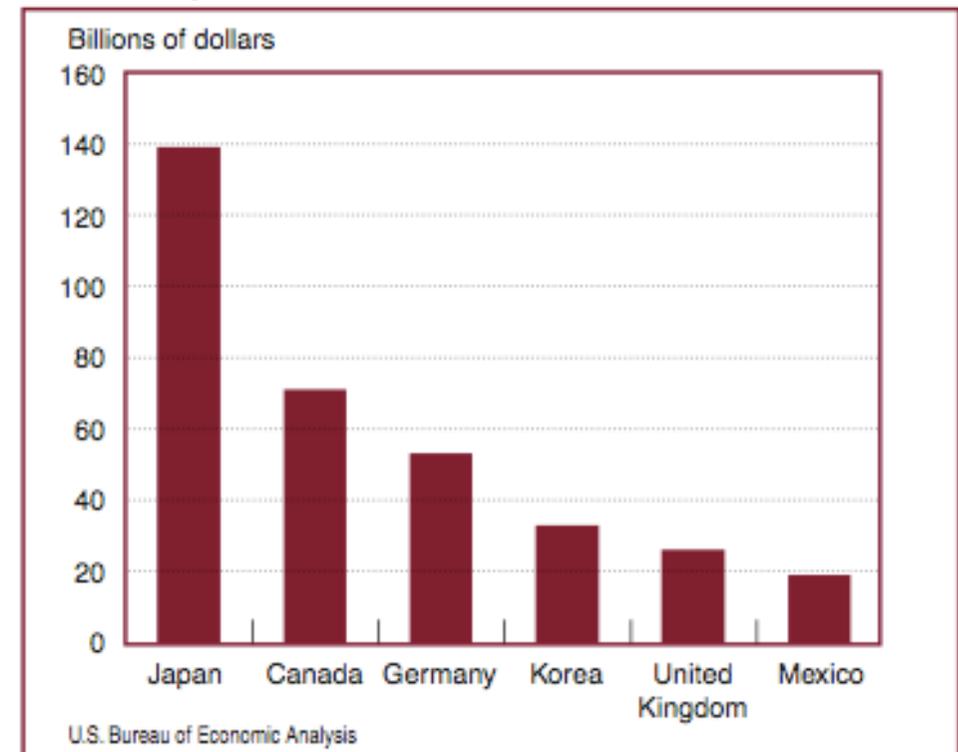


# Le commerce

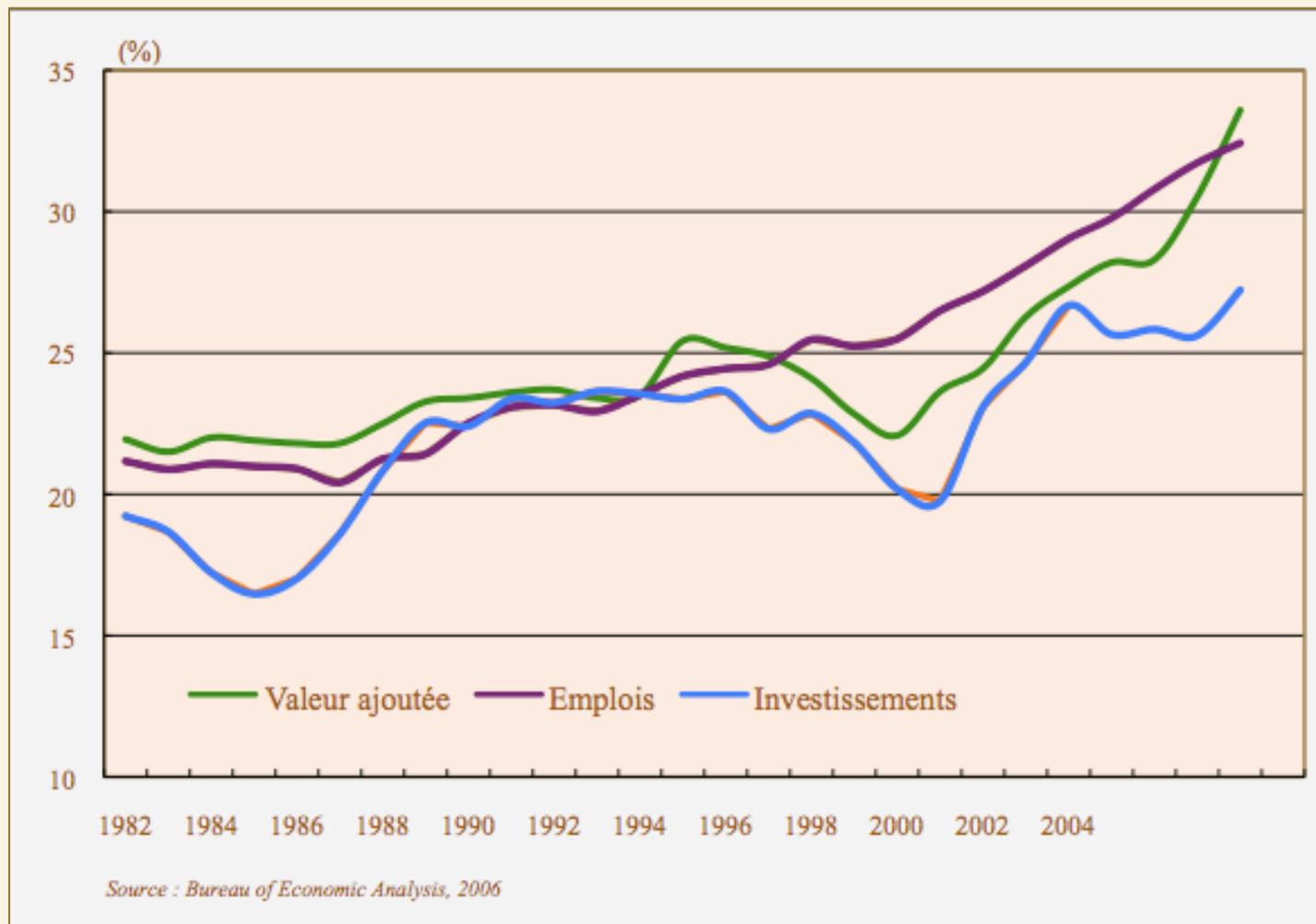
**Chart 3. U.S. Affiliate Exports to Largest Destination Countries, 2007**



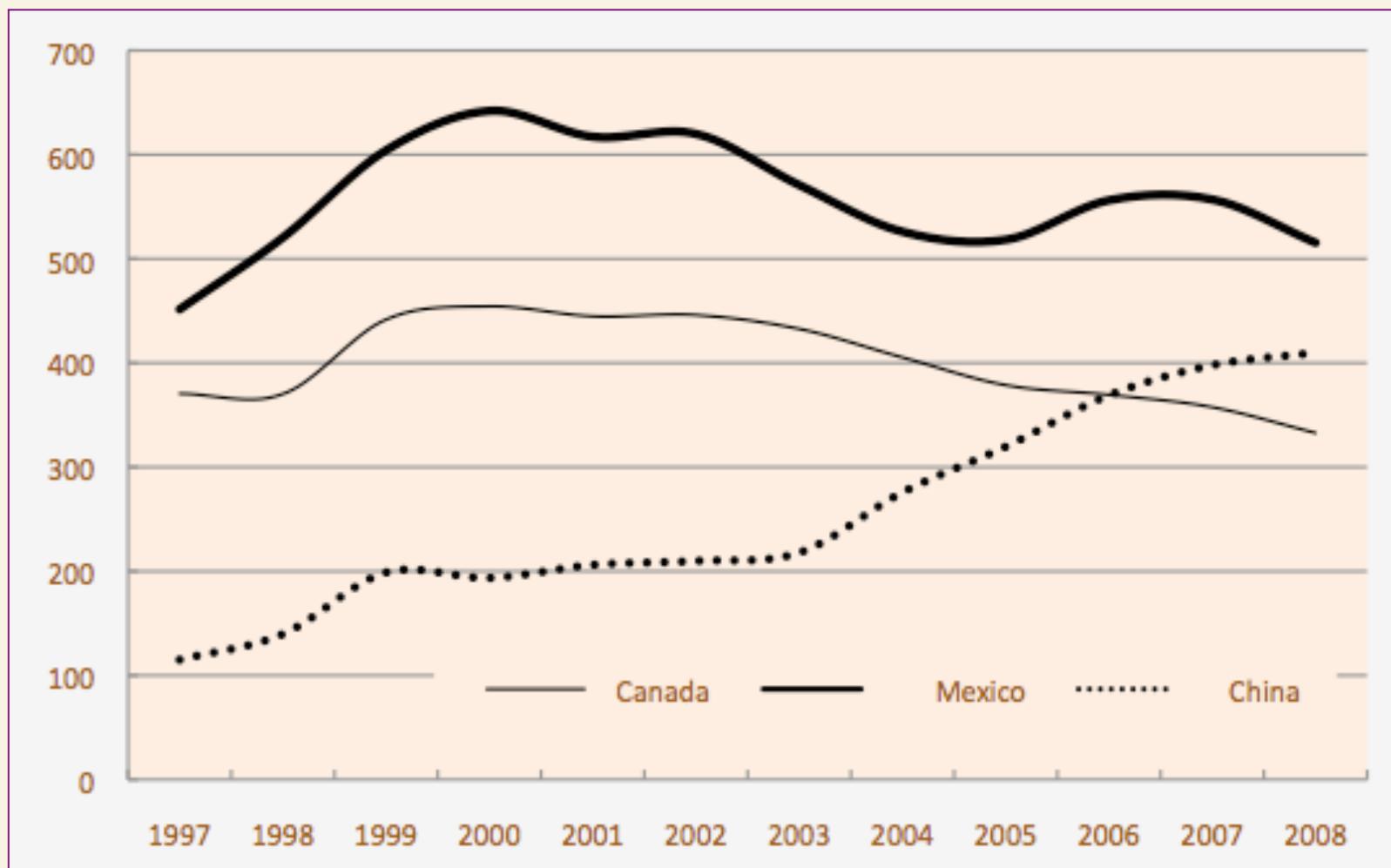
**Chart 4. U.S. Affiliate Imports From Largest Source Countries, 2007**



# Part des emplois, de la valeur ajoutée et des investissements dans les filiales à l'étranger en pourcentage du total des groupes



# Emploi dans les filiales à l'étranger (manufacturier, milliers)



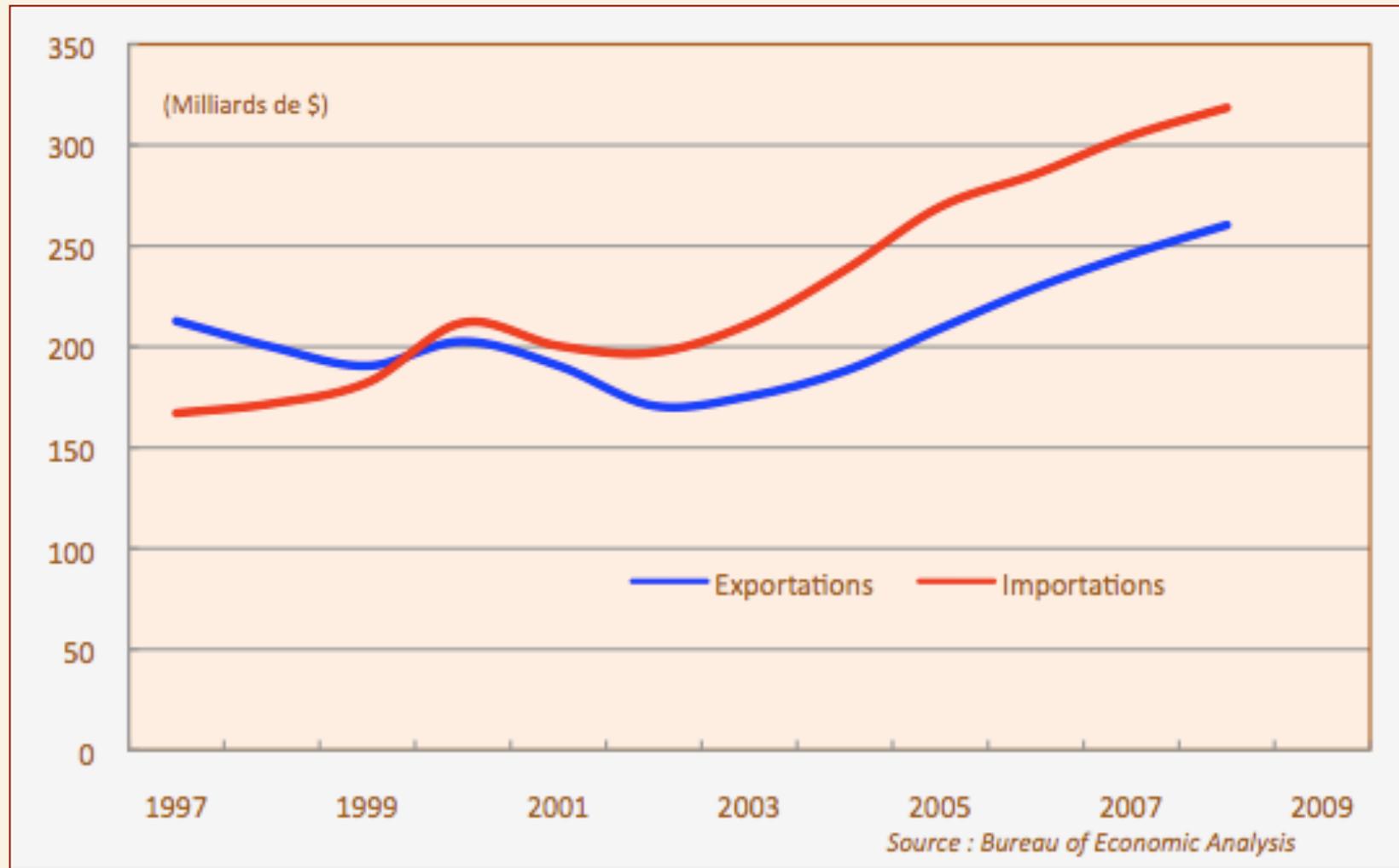
## Part des filiales américaines dans le PIB

Contrôle majoritaire, pays choisis, en %

		2007	2008
1	Irlande	21,4	20,8
2	Singapour	11,7	11,1
3	Canada	8,1	8,4
4	Nigéria	8,4	7,9
5	Norvège	5,4	7,2
6	Royaume-Unis	6	6,2
7	Suisse	6,1	5,7
8	HongKong	6,1	5,5
9	Malaisie	4,2	4,9
10	Honduras	5,6	4,6
12	Chili	7,6	4,5
15	Argentine	4,1	4,1
16	Costa Rica	4,9	4
20	Pérou	4,5	3,1
23	Mexique	3	2,8
27	Colombie	2,5	2,5
28	Brésil	2,4	2,5
35	Venezuela	2,3	1,8
38	Équateur	1,7	1,6
	Japon	0,9	0,9
	Inde	0,8	0,8
	Chine	0,6	0,6
	Russie	0,5	0,5

Source : Bureau of Economic Analysis

# Commerce des États-Unis avec les filiales à l'étranger, contrôle majoritaire, milliards de \$



# Les règles

	Investissements étrangers			Investissements à l'étranger		
	Tendances		Règles	Tendances		Règles
Avant 1914	Financement du développement Méfiance contre les profits monopolistiques	<b>Ouverture - Réciprocité</b> sauf poids opinion publique	Fédéral Mines, terres agricoles, transport États et local : lois antitrust	<b>Neutralité- Indifférence</b> sauf Caraïbes	<b>Réciprocité, Protection</b>	Loi de 1881 : protection des marques Loi de 1911 : Lend Lease Act
Entre-Deux-Guerres	Recul	<b>Contrôle finance</b>	<b>Antitrust</b>	<b>Règle de droit</b>	<b>Bon voisinage Règle de Hull</b> (Mexique)	Premiers débats : Union panaméricaine <b>Charte de la Havane</b>
Après-Guerre					<b>Traitement juste et équitable TNPF</b>	<b>Règle de Hull Transferts libres de capitaux</b>
Années 1970	Corriger les déséquilibres de la BdP / OPEP		Agence d'examen et notification	<b>Protection</b>	Nationalisations à l'étranger	<b>Traités bilatéraux Médiation internationale</b>
Années 1980	Japan bashing			<b>Liberté de circulation et politique économique</b>	* <b>Promotion et protection</b> * <b>TBI et ALE</b>	
Années 1990	Technologies information et communication			Globalisation Règles multilatérales	<b>Voie multilatérale Concurrence déloyale</b>	Ur. Round AMI
Années 2000	Sécurité  China bashing ?		Invest in America (2007)	Sécurité, environnement, travail		OCDE : Forum mondial sur l'investissement international

# Les investissements étrangers

# Les principes généraux à l'entrée

- Libre circulation des investissements et traitement national

## Exceptions

1. Sécurité + ressources naturelles, matériaux intérêts et infrastructures stratégiques
2. Ordre public et protection de la santé, les mœurs et la sûreté publiques
3. Stabilité de la balance des paiements

# Les restrictions générales

1. Restrictions anciennes : indépendance économique de la nation ----- Grande Bretagne (transport, mines, terres, ...)
2. Restrictions liées au New deal : finance, antitrust
3. Restrictions liées à la Guerre froide : énergie, ressources naturelles
4. Sécurité économique : depuis les années 1980

Citoyenneté américaine et/ou activité aux Etats-Unis / enregistrement, licences et autorisation

# Les quatre niveaux d'intervention

1. Les dispositions anciennes
2. Le CFIUS (Committee on Foreign Investment in the United States)
3. National Industrial Security Program
4. Les dispositions particulières pour certaines industries ou infrastructures)
5. Ne pas oublier les interventions au niveau des États et des municipalités

# Sécurité nationale .....essentielle

	<b>Actions</b>		<b>Contexte</b>
1975-76	Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS)	Collecte de l'information et examen des IDE entrant  Unité administrative avec un mandat et des pouvoirs limité (Investment Survey Act Of 1976)	OPEP
1988	Exon-Florio (amendement au Defense Production Act of 1950 / Bill omnibus 1988))	Acquisitions d'entreprises américaines qui pourraient avoir un impact sur la sécurité nationale Discrétion du président et notification volontaire Conseiller le président et faire des recommandations Confidentialité et prévisibilité	Japon
1992	Amendement Byrd	Acquisition par des entités publiques étrangères et commerce intérieur	
1993	National Industrial Security Program	Contrôles sanitaires, systèmes d'information	Technologies de l'information / communications
2006	Strategic Materials Protection Board		
2007	Foreign Investment and Security Act of 2007	Les décisions ne sont plus finales. Infrastructures sensibles Définitions élargies de la sécurité et du contrôle	Sécurité – Chine Dubai Ports World /

# Les investissements américains à l'étranger

# Les grands principes

- Protection des investissements à l'étranger et traitement national
- Politiques nationales orientées vers le respect des règles du marché et l'application des pratiques usuelles des affaires
- Développement de règles internationales
  
- Important : Le principe de neutralité s'applique au niveau fédéral (toujours spécifié dans les accords). PAS aux États et aux gouvernements locaux.

# Définition de l'investissement

“**investment**” means every asset that an investor owns or controls, directly or indirectly, that has the characteristics of an investment, including such characteristics as the commitment of capital or other resources, the expectation of gain or profit, or the assumption of risk. Forms that an investment may take include:

- (a) an enterprise;
- (b) shares, stock, and other forms of equity participation in an enterprise;
- (c) bonds, debentures, other debt instruments, and loans;<sup>1</sup>
- (d) futures, options, and other derivatives;
- (e) turnkey, construction, management, production, concession, revenue-sharing, and other similar contracts;
- (f) intellectual property rights;
- (g) licenses, authorizations, permits, and similar rights conferred pursuant to domestic law; and
- (h) other tangible or intangible, movable or immovable property, and related property rights, such as leases, mortgages, liens, and pledges.

# Les points spécifiques : le modèle de 2004

1. Définition relativement large de l'investissement, qui ne se limite pas seulement aux IDE	
2. Traitement national et / ou traitement de la nation la plus favorisée	Traitement conforme au droit international Traitement juste et équitable Protection et sécurité intégrales
3. Conditions en matière d'expropriation et indemnisation (Hull. 1938)	Indemnisation prompte, adéquate et effective
4. Transfert de fonds, sans délai et aux taux de change du marché	
5. Interdiction de prescription de résultats en matière d'établissement, d'acquisition, de gestion, de direction et d'opération,	Interdiction des transferts de technologies Liberté d'engager les directeurs
6. Procédures efficaces de règlement des différends entre un investisseur et un gouvernement	Transparence complète dans le règlement des différends Arbitrage international

# Les problèmes et les nouvelles tendances

- La crainte d'une prolifération des litiges (« poursuites frivoles »)
- Augmenter la souveraineté des États et mieux équilibrer les rapports État/investisseur
  - ▣ Introduction de procédures préliminaires
  - ▣ Plus de transparence et d'ouverture dans l'arbitrage
  - ▣ Mécanismes d'appel
- ALE ÉUA-Australie, pas de mécanisme investisseur État. Généralisable aux pays développés ? Opposition aux ÉUA ?
- Mesures de sauvegarde renforcent les pouvoirs des gouvernements vis à vis des investisseurs. Question de la balance des paiements qui émerge
- Sécurité essentielle : crises politiques, menace militaire, crise économique

# Réformes

- Rapport du sous-comité sur l'investissement du conseil consultatif sur la politique économique internationale
  - 1) élargir la définition d'« investisseur » afin d'améliorer la couverture offerte aux entreprises et aux organisations non gouvernementales américaines à l'étranger ;
  - 2) définir des standards de traitement minimaux supérieurs au droit coutumier international ;
  - 3) inclure des clauses de sauvegarde en cas de crise financière et améliorer la protection offerte aux entreprises investissant dans le secteur des services financiers à l'étranger ;**
  - 4) accroître les obligations environnementales imposées aux investisseurs ;
  - 5) définir des normes du travail minimales à respecter.**

# Les accords

# ALE

	Amériques	<u>Asie-Pacifique</u>	Moyen-Orient
<b>En vigueur : 17</b>	Canada	Australie	Bahreïn
	Chili	Singapour	Israël
	Costa-Rica		Jordanie
	République dominicaine		Maroc
	El Salvador		Oman
	Guatemala		
	Honduras		
	Mexique		
	Nicaragua		
	Pérou		
<b>Signés : 3</b>			
	Colombie, Panama	Corée du Sud	
<b>En négociation</b>			
		<u>Trans-Pacific Partnership :</u> Singapour, Chili, Nouvelle Zélande, Brunei, Australie, Pérou et Vietnam	

# TIFAs

Amériques	Asie de l'Et / Pacifique	Asie centrale et du Sud	Moyen-Orient	Afrique	Europe
CARICOM  Uruguay	ANASE  <u>Brunei</u> Cambodge Indonésie Malaisie Nouvelle-Zélande Philippines Thaïlande Vietnam	Afghanistan Kazakhstan, <u>Kirgystan</u> , <u>Tadjikistan</u> , <u>Turkmenistan</u> , <u>Uzbekistan</u> Pakistan Sri Lanka	Algérie Arabie saoudite Égypte Émirats arabes unis Irak Koweït Liban Libye Tunisie Oman Qatar Yémen	* COMESA, * Communauté de l'Afrique de l'Est * UEMOA  Afrique du Sud Angola, Ghana, Libéria Mauritanie Mozambique Nigéria Rwanda	Géorgie Islande Ukraine Suisse

# TBI : 1977. PBI Panama, 1982

Amériques	Asie de l'Et / Pacifique	Asie centrale et du Sud	Moyen-Orient	Afrique	Europe
Argentine Bolivie Équateur Grenade Honduras Jamaïque Panama Trinité et Tobago Uruguay		Bengladesh Mongolie Sri Lanka	Bahreïn Égypte Jordanie Maroc Tunisie Turquie	Cameroun Congo-Brazza Congo-Kinsh. Mozambique Sénégal	Albanie Arménie Azerbaïdjan Bulgarie Croatie République tchèque Estonie Géorgie Kazakhstan Kirgyzstan Lituanie Moldavie Pologne Roumanie Slovaquie Ukraine